



**Texte adopté par le Bureau national du mardi 10 juin 2014**

## **Les conditions d'une politique de réorientation de l'Union européenne**

Les élections du 25 mai dernier ont été marquées par une poussée de l'extrême droite à travers toute l'Europe. En tête dans certains pays, en progrès dans d'autres, les formations eurosceptiques et xénophobes traduisent, au delà de difficultés spécifiques à chaque État membre, un rejet croissant, par une partie des citoyens, de l'Europe telle qu'elle est aujourd'hui gouvernée.

Le PPE, le parti conservateur au pouvoir depuis 10 ans, est le premier à être sanctionné. Perdant plus de 60 sièges, il connaît un recul dans de très nombreux pays européens. Ce sont avant tout ses politiques libérales du tout-austérité qui sont responsables de la crise économique, sociale et politique que nous traversons aujourd'hui et qui portent, ainsi, la responsabilité première du rejet de l'Europe par les citoyens.

L'Union européenne demeure le cadre approprié pour mettre en œuvre des politiques efficaces de croissance, d'emploi et de solidarité. Sa réorientation, engagée par l'arrivée au pouvoir de François Hollande et des démocrates italiens, est plus que jamais nécessaire.

Si les socialistes et sociaux-démocrates, ne sont pas parvenus à devenir majoritaires au Parlement européen, notamment par manque de visibilité de l'alternance, ils restent une force stable et incontournable pour impulser cette réorientation. Les axes de cette réorientation étaient au cœur de la campagne résolument européenne que nous avons menée avec à la fois un programme commun, porté par l'ensemble de la famille social-démocrate et socialiste, et, pour la première fois, un candidat à la présidence de la Commission, Martin Schulz, qui l'a incarné de façon remarquable.

Ces axes sont :

1. L'intransigeance vis-à-vis du respect des valeurs fondamentales, des libertés individuelles et de l'État de droit dans chacun des États membres.
2. Un plan de relance ambitieux, créateur de croissance et d'emplois, pour soutenir la transition écologique avec notamment la mise en place d'une politique européenne de l'énergie et d'une stratégie industrielle commune.
3. L'exclusion des dépenses d'investissement d'avenir et des contributions au budget européen du calcul des 3 % de déficit.
4. Un traité social pour assurer le respect de l'égalité des droits sociaux prévus par la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne face aux libertés du marché intérieur, avec notamment l'instauration d'un salaire minimum dans tous les pays européens, la révision de la directive détachement des travailleurs et une directive cadre sur les services publics.

5. Une priorité réaffirmée à l'emploi des jeunes en portant à 21 milliards d'euro la garantie jeunesse.
6. Un budget européen renforcé au plus tard à l'occasion de la clause de révision prévue à mi-parcours afin de renforcer les politiques publiques assurant la justice sociale entre les citoyens européens, avec notamment la mise en œuvre rapide de la taxe sur les transactions financières.
7. Une stratégie fiscale commune qui passe notamment par l'imposition des profits là où ils sont produits.
8. La mise en œuvre du juste échange pour défendre nos intérêts économiques, sociaux et environnementaux, notamment dans les discussions sur l'accord transatlantique.
9. La solidarité entre tous les territoires.
10. L'élaboration d'une politique commune des migrations cohérente, coopérative et solidaire.

Nous sommes déterminés à agir à tous les niveaux pour poursuivre cette réorientation. Celle-ci passe par l'union des forces de gauche et écologistes au Parlement européen.

Nous demandons au Parti socialiste européen d'organiser d'urgence une réunion des Leaders de partis afin de définir, ensemble, notre stratégie commune dans cette période décisive pour l'avenir de l'Union européenne.

Nous avons le devoir de poursuivre dans la voie de l'exemplarité démocratique. C'est par le respect des électeurs, la clarification de notre action et la politisation du débat européen que nous retrouverons la confiance des citoyens.